

Note de conjoncture

Premier trimestre 2010

• Actualité internationale et locale

L'actualité internationale du premier trimestre 2010 est essentiellement marquée par les inquiétudes liées au poids des dettes publiques engendrées par la crise ; en particulier la Grèce qui pourrait faire courir un risque systémique à certains pays de la zone euro, et peser sur la monnaie unique. L'actualité de la Polynésie française est elle aussi marquée par des inquiétudes quant aux capacités de paiement du pays, tandis que les mesures d'aide aux secteurs en difficultés (perle, tourisme) se mettent progressivement en place.

• Point de conjoncture locale

Aucun signe de reprise n'apparaît au cours du premier trimestre 2010. En l'absence de projets conséquents, les entreprises ne peuvent investir et créer des emplois, condition indispensable à une reprise durable. Les résultats du tourisme, de la perliculture et de la pêche sont nettement insuffisants pour améliorer la balance commerciale.

• Zoom sur l'emploi en 2009

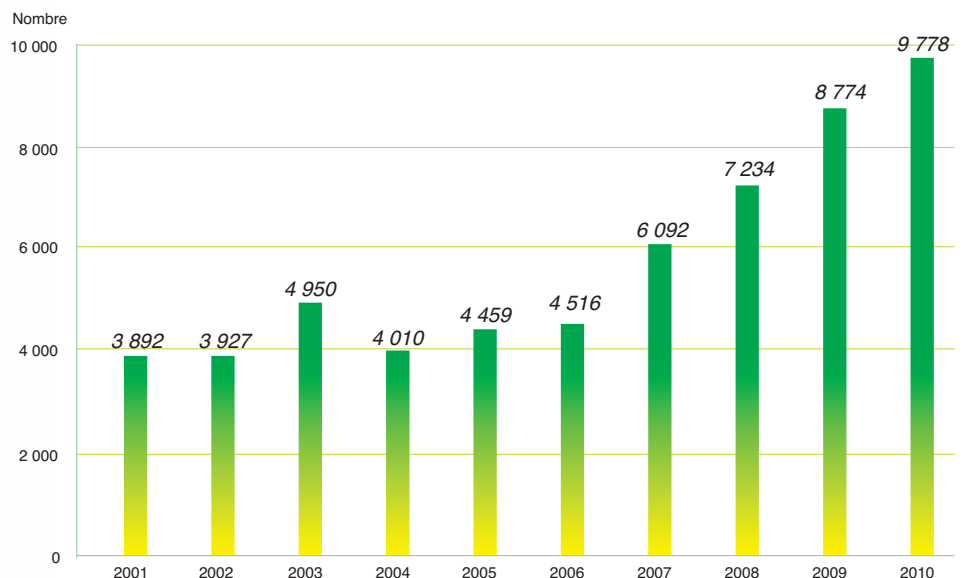
L'emploi salarié diminue pour la seconde année consécutive en 2009 (-2,7 %), tandis que les chiffres du marché du travail (SEFI) confirment une fois de plus cette mauvaise conjoncture, avec des demandeurs d'emploi qui n'ont jamais été aussi nombreux, face à des offres d'emploi en baisse.



le chiffre **9 778**

C'est le nombre de demandeurs en recherche d'emploi au 31 mars 2010, niveau bien supérieur à la moyenne des 10 dernières années (5 763).

Demandes non satisfaites en fin de mois (DEFM)



Sources : SEFI, ISPF

N° 02/2010

Directeur de la publication :
Hervé BACHERÉ

Auteur de la publication :
Claire TALVARD

Réalisation : ISPF

Dépôt légal : Juillet 2010
ISSN 0293 - 2547
©ISPF 2010

B.P. 395 - 98 713 Papeete - Tahiti
Tél. : (689) 47 34 34 / Fax : (689) 42 72 52
Courriel : ispf@ispf.pf
Site internet : www.ispf.pf

Actualité internationale

Janvier

- le 10 • **DOM – Statuts** : appelés à se prononcer sur une autonomie élargie, les électeurs guyanais, martiniquais et guadeloupéens ont refusé massivement un changement de leur statut. Ces DOM ne deviendront pas des COM.
- le 25 • **GRÈCE – Dette** : la Grèce a réussi sa première émission obligataire sur cinq ans, attirant cinq fois plus de demande que le montant proposé. L'opération a permis de lever 8 milliards d'euros, avec un rendement de 6,1 %. La Grèce a été désavouée en décembre par les marchés, et placée sous surveillance européenne, pour avoir laissé filer son déficit et sa dette. Le budget 2010 prévoit un déficit public de 8,7 % du PIB contre 12,7 % en 2009. Le gouvernement s'est engagé auprès de la Commission européenne à le réduire à 2,8 % en 2012.
- le 28 • **MONDE – Finances** : fin des swaps (échanges financiers entre deux institutions financières) en dollars via les banques centrales : plusieurs grandes banques centrales ont annoncé la fin du système de prêts d'urgence en dollars mis en place pendant la crise financière, en raison de l'amélioration des conditions de marché. Cette décision est une étape importante et marque le premier retrait unifié du soutien exceptionnel mis en place par les banques centrales pour les marchés financiers. Cela enlève des dollars en circulation et cela devrait être favorable au dollar, simplement en raison de l'équilibre entre l'offre et la demande.

Février

- le 28 • **CHINE – Crédit** : la surchauffe de l'économie chinoise inquiète toujours les marchés avec une inflation à 2,7 % en février, en hausse de 1,5 % par rapport au mois de janvier. Le gouvernement chinois surveille les indices et pour la troisième fois cette année a intimé aux banques de contenir les crédits. Avec succès : le montant des nouveaux crédits a baissé de 50 % par rapport à janvier. Les exportations chinoises se portent bien, en hausse de 46 % en février 2010 sur un an. De même, la production industrielle est en hausse de 20,7 % sur les deux premiers mois de 2010, tout comme les ventes de détail à + 17,9 %. Pour mémoire, l'économie chinoise a crû de 8,7 % en 2009, et les prévisions pour le 1^{er} trimestre 2010 s'approchent des 13 % de croissance.
- le 28 • **FRANCE – Demande** : la consommation des ménages baisse de 1,2 % au mois de février. La fin progressive de la prime à la casse fait sentir ses effets, les achats de véhicules neufs reculant de 1,5 %. Les ménages n'ont pas le moral : en période de chômage, ils s'inquiètent et rechignent à dépenser. Ils ont beau avoir perçu une légère amélioration de la conjoncture, ils ne pensent pas qu'elle sera durable. Les ménages semblent plus tentés d'épargner que de se lancer dans des achats à crédit. Le Crédit à la consommation a chuté de 13 % en 2009, revenant à son niveau de 2001.
- le 28 • **JAPON – Échanges commerciaux** : les exportations du Japon ont augmenté de 45,3 % en un an en février. C'est le troisième mois consécutif de hausse des exportations nippones, signe qu'avec la reprise mondiale, les carnets de commandes se remplissent à nouveau. Les exportations ont notamment augmenté de 50,4 % vers les États-Unis et de 47,7 % vers la Chine, premier partenaire commercial de l'archipel, demandeuse de voitures et de produits de haute technologie japonais.

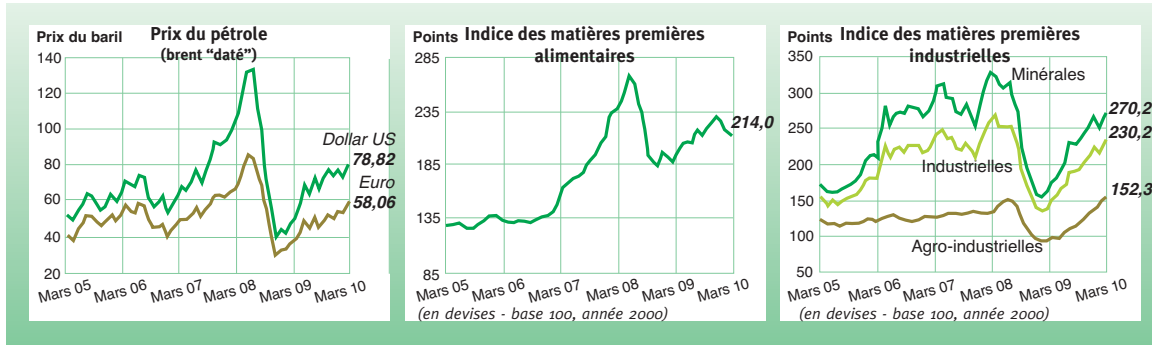
Mars

- le 22 • **ÉTATS-UNIS – Santé** : la Chambre des représentants a approuvé par 219 voix contre 212 le texte adopté le 24 décembre par le Sénat, sur la réforme santé. Elle doit permettre d'étendre la couverture-santé à 32 millions de personnes qui en sont actuellement dépourvues, tout en réduisant les coûts d'un système hyperinflationniste en termes de tarifs médicaux. Elle impose à tous les Américains de se doter d'une assurance médicale, mais prévoit des aides pour les foyers à revenu modeste et étend également Medicaid, le programme fédéral de couverture-santé pour les pauvres. Le plan interdit aux compagnies d'assurance de refuser de prendre en charge un client qui ne répondrait pas à des critères médicaux préétablis. Il prévoit de combattre les hausses de tarifs "déraisonnables ou injustifiées" imposées aux assurés par des compagnies privées. Au cours de la décennie écoulée, celles-ci ont augmenté cinq fois plus que le coût de la vie.
- le 25 • **GRÈCE – Plan d'aide** : les seize pays de la zone euro se sont accordés sur les bases du plan d'aide à la Grèce en trouvant des compromis sur plusieurs points. Le rôle du FMI était l'aspect le plus difficile à régler. L'accord prévoit un cadre européen de prêts «qui seront complétés par des crédits du FMI», sachant que «les prêts européens doivent être majoritaires», a-t-on indiqué de source française.
- le 31 • **IRLANDE – Finances** : le pays veut «remettre d'aplomb» ses établissements financiers en les débarrassant de plus de 81 milliards d'euros d'actifs toxiques. Un plan qui prévoit la nationalisation de plusieurs d'entre eux. Le pays est l'un des plus touchés par la crise. En 2009, l'activité économique a encaissé une chute de 7,1 % et le pays n'est toujours pas sorti de la récession. Tout comme la Grèce, le Portugal ou l'Espagne, l'Irlande traverse des problèmes de dettes qui l'ont déjà poussé à un programme de restriction budgétaire en décembre dernier. À 11,7 % du PIB, le déficit budgétaire est actuellement le plus important après celui de la Grèce qui s'élève à 12,7 %.

indicateurs indicateurs

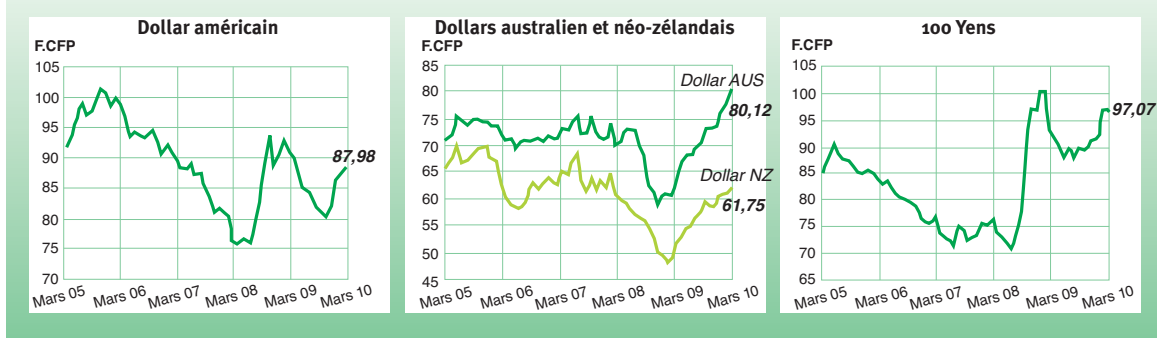
Industrie

Source : INSEE



Change

Source : Banque de Polynésie



Indices boursiers

Source : yahoo finance



Principaux indicateurs économiques - données brutes - premier trimestre 2010

	PIB (provisoire)		Indice des prix à la consommation <i>Var. sur 1 an</i>	Taux de chômage <i>en fin de trimestre</i>	Taux directeur <i>Banques centrales</i>	Dernier changement
	<i>Var. sur 3 mois</i>	<i>Var. sur 1 an</i>				
États-Unis	0,8 %	2,5 %	2,4 %	9,7 %	0,25 %	17/12/2008
Zone Euro	0,2 %	0,5 %	1,4 %	10,0 %	1,00 %	13/05/2009
France ¹	0,1 %	1,2 %	1,7 %	10,1 %	1,00 %	13/05/2009
Japon	1,2 %	4,2 %	-1,1 %	5,0 %	0,10 %	19/12/2008
Australie	0,5 %	2,7 %	2,9 %	5,3 %	4,00 %	03/03/2010
Nouvelle-Zélande	0,6 %	-0,4 %	2,0 %	6,0 %	2,50 %	30/04/2009
Chine	-	12,0 %	2,4 %	n. c.	5,30 %	22/12/2008

¹ : les Départements d'Outre-Mer sont inclus pour le taux de chômage et l'indice des prix.
n.c : non communiqué.

Sources : instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, OCDE, Eurostats.

Actualité locale

Janvier

- le 01 • **ENVIRONNEMENT – Hydrocarbures** : à partir de 2010, l'approvisionnement en gazole de la Polynésie française se ferait avec un gazole à teneur en soufre inférieure ou égale à 50 ppm, afin de contribuer à la protection de notre environnement. Le conseil des ministres a donc validé les arrêtés cadres relatifs aux calculs des prix de certains hydrocarbures suite, d'une part, à la mise en place d'un nouvel approvisionnement en fioul pour les centrales thermiques (pour la période 2010 – 2014) et, d'autre part, à l'adoption d'un arrêté fixant à 50 ppm la teneur maximale en soufre des gazoles importés en Polynésie française.
- le 03 • **COPRAH – Exportations** : le navire australien le Botany Tribute est arrivé au port de Papeete afin d'embarquer près de 2 700 tonnes d'huile de coprah qui serviront principalement dans le domaine de l'agroalimentaire, pour la confection de glaces et de biscuits. Rappelons qu'une telle exportation n'était plus possible depuis plusieurs mois suite au remplacement des cargos qui embarquaient l'huile pour l'Europe, par des navires qui ne disposent pas de soutes alimentaires.
- le 05 • **BUDGET – 2010** : après l'adoption du budget du Pays pour la nouvelle année, voté pour un montant global de 167,3 milliards de F.CFP, le conseil des ministres a approuvé une première répartition des crédits de paiement, pour un montant global inscrit de 39,6 milliards de F.CFP, soit 32,1 milliards de F.CFP disponibles, hors dette et écritures d'ordre (7,5 milliards de F.CFP). Les crédits disponibles se répartissent comme suit : 9,8 milliards de F.CFP pour les équipements structurants, 5 milliards de F.CFP aux communes, 4,8 milliards de F.CFP au volet santé, 3,4 milliards de F.CFP au social, 2,1 milliards de F.CFP au volet enseignement, et 908 millions de F.CFP inscrits au Compte d'aide aux victimes des calamités (Cavc).
- le 22 • **PERLICULTURE – Réorganisation** : la Maison de la perle provisoire a été inaugurée. C'est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) autour duquel s'articule la réforme de la filière perlicole. En ce sens, elle interviendra à tous les stades du cycle économique de l'activité, à savoir la distribution des nucleus, le contrôle de la qualité de la production, la classification de la production en vue de sa commercialisation, et la promotion de la perle en Polynésie française.
- le 22 • **TOURISME – Charter nautique grande plaisance** : l'adoption de la loi du Pays par l'assemblée de la Polynésie française introduisant une modification importante dans le code des impôts, va permettre aux propriétaires et amateurs de yachts de luxe étrangers de bénéficier d'une exonération fiscale générale pour la location de leurs navires à des touristes aisés, indique un communiqué du ministère du Tourisme.

Février

- le 01 • **ÉNERGIE – Prix** : le conseil des ministres a décidé de diminuer de 3 F.CFP le prix de l'essence et de 4 F.CFP celui du gazole à compter du 1^{er} février. Une diminution possible grâce à la situation positive du fonds de régulation du prix des hydrocarbures (FRPH). En effet, les baisses des prix de différents produits hydrocarbures enregistrées durant le mois de décembre 2009 ont permis d'améliorer sensiblement le solde théorique de ce fonds.
- le 03 • **MÉTÉO – Cyclone OLI** : le passage du cyclone Oli paralyse la Polynésie française pendant 2 jours. L'archipel des Australes est le plus touché avec des centaines de maisons détruites.
- le 16 • **HUILE DE COPRAH – Biocarburants** : l'huilerie de Tahiti a inauguré le premier groupe électrogène fonctionnant à l'huile de coprah. Cette machine vient s'ajouter aux deux chaudières fonctionnant au biocarburant et s'inscrit dans la politique de l'entreprise de développer cette alternative au gasoil.
- le 22 • **TOURISME – Transport** : le navire baptisé King Tamatoa est arrivé à Papeete. Il effectuera son premier voyage commercial entre Papeete et les Îles Sous-Le-Vent le 5 mars. La société espère transporter à chaque trajet au moins 700 personnes pour atteindre les 200 000 passagers à la fin de l'année.

Mars

- le 01 • **INVESTISSEMENTS PRIVÉS** : le comité de crédit de la Banque Socredo a octroyé 3,2 milliards de F.CFP de crédits. Un soutien financier qui aura vocation à accompagner les investisseurs notamment dans les secteurs du bâtiment, de l'hôtellerie, de l'habitat et de l'assainissement des eaux usées. Ces projets représentent un total de près de 19,4 milliards de F.CFP d'investissements destinés à soutenir la relance économique polynésienne.
- le 24 • **PRIX – Loyers** : le dispositif d'encadrement des loyers d'habitation a été modifié : désormais le seuil de 130 000 F.CFP est supprimé pour permettre la libre négociation du montant du loyer entre locataire et propriétaire ; l'évolution du loyer est limitée à celle de l'indice des prix afin d'éviter toute hausse abusive quel que soit le montant du loyer. Cette mesure s'inscrit par ailleurs dans la volonté du gouvernement d'harmoniser les règles de révision des loyers d'habitation avec celles des loyers des baux commerciaux et de les rendre claires et simples à appliquer pour l'ensemble des particuliers et des entreprises.
- le 24 • **HUILE DE COPRAH – Caisse de Soutien des Prix du Coprah** : Le conseil des ministres a approuvé le budget primitif de la caisse de soutien des prix du coprah, qui s'élève pour 2010 à 1,9 milliard de F.CFP. La subvention de la Polynésie française s'élève à 1,6 milliard de F.CFP qui est destinée à financer l'achat des 10 800 tonnes de coprah prévus pour 2010.

Conjoncture locale

Au niveau international, les grands pays connaissent un rebond de leurs économies mais pas encore de reprise. Tandis que les États-Unis mettent en place leur réforme du système de santé et que la Chine commence à se tourner vers sa demande interne pour soutenir la croissance, la zone euro craint pour sa monnaie suite aux difficultés financières de la Grèce. Les retards de paiement des entreprises européennes se sont réduits au premier trimestre, mais restent élevés, preuve que les difficultés sont encore là.

En Polynésie française, la situation de l'emploi continue de se détériorer, et la demande ne repart pas, laissant encore présager des mois à venir difficiles. Les deux premières ressources propres du territoire, le tourisme et la perliculture, sont toujours en grandes difficultés.

Sur le **marché du travail**, on dénombre 9 778 demandeurs en recherche d'emploi au 31 mars, soit une nouvelle hausse de 11 % sur un an, et un niveau bien supérieur à la moyenne des dix dernières années (5 763). Comme chaque année, les demandeurs d'emploi sont venus nombreux s'inscrire au SEFI après les vacances de Noël, mais le mouvement a été nettement plus marqué cette année, avec 17 % d'inscriptions en plus qu'au premier trimestre 2009. Cette hausse plus prononcée en 2010 est en partie due au cyclone OLI qui a engendré la création rapide de nombreux emplois aidés et inscriptions de demandeurs au SEFI. Les emplois aidés ont plus que doublé sur un an, à 509 postes offerts (secteur marchand). En revanche, le nombre de demandes pour une offre d'emploi normal reste stable sur un an à 12 au cours du premier trimestre 2010 (7 en moyenne entre 2003 et 2009). En effet, si les offres d'emploi normal augmentent de 18 % à 773 postes offerts (ce qui reste inférieure à la moyenne des 10 dernières années soit 866), la hausse des demandes est tout aussi importante (+17 % à 9 740 inscriptions).

Les estimations concernant l'**emploi salarié**, dans le secteur marchand, confirment que la baisse de l'emploi se poursuit en mars. (-2,7 % en glissement annuel). Depuis janvier la baisse est de 1,1 %. Le secteur de la construction est le plus touché (-9,5 % sur un an, -4,8 % sur trois mois), suivi par l'industrie (-3,6 %, -0,4 %) et l'hôtellerie-restauration (-1,9 %, -1,7 %).

Rien aujourd'hui n'augure d'amélioration rapide du marché du travail.

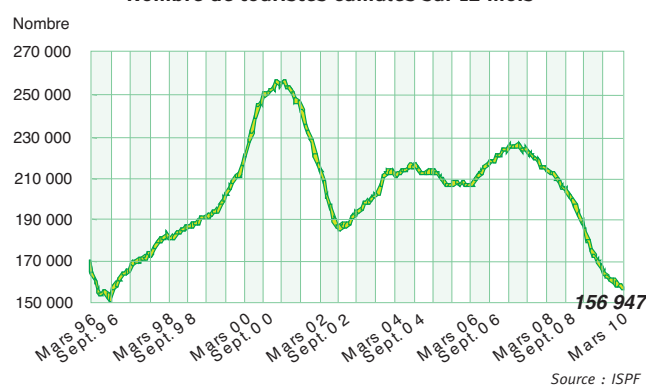
Au cours du premier trimestre 2010, l'arrivée du navire King Tamatoa dans les eaux polynésiennes fait croître les importations de 2 % en valeur sur un an. Sans cette importation exceptionnelle, elles auraient diminué de 4 % ; l'orientation défavorable de l'activité pénalise les agents économiques qui consomment moins. Les importations en direction des ménages (biens de consommation, produits agricoles et de l'industrie automobile) sont en retrait de 5 % sur un an.

Les importations en direction des entreprises diminuent quant à elles de 7 % hors importations exceptionnelles (+8 % avec). La facture énergétique augmente quant à elle de 10 % sous l'impulsion du prix du baril de Brent (+66 % en moyenne sur la période) et de la hausse de la consommation (+4 %), légèrement atténuée par la baisse du dollar US (-9 %).

Les **exportations** de produits locaux se redressent au cours du premier trimestre 2010, après une année 2009 difficile. Elles augmentent de 3 % en valeur, grâce aux hausses combinées des ventes de poisson, noni, huile de coprah, et dans une moindre mesure de vanille et monoï. En revanche, les exportations de produits perliers et de nacre sont encore en retrait sur un an en valeur, et en hausse en volume, faisant baisser le prix au gramme (470 F.CFP/gramme) après un premier trimestre 2009 déjà très mauvais.

Les résultats du **secteur touristique** ne s'améliorent pas en ce début d'année, le moins bon trimestre depuis 1995 avec moins de 30 000 touristes (-11 %). Peu de marchés émetteurs sont en hausse au premier trimestre 2010 : les marchés chinois, néo-zélandais, allemands, et les croisiéristes canadiens. Malgré une légère hausse de la durée moyenne de séjour, due au changement de la structure des touristes (moins de Japonais et d'Américains aux séjours plus courts), le nombre de nuitées vendues diminue encore (-5 %) et le coefficient moyen de remplissage des hôtels est stable mais demeure à un niveau très faible (37,5 %). Les résidents demeurent le premier marché dans l'hôtellerie locale depuis plusieurs mois avec 22 % des chambres vendues (+5 %), devant les Français (21,7 %, stable sur un an) et les Américains (20 %, -4 %).

Nombre de touristes cumulés sur 12 mois

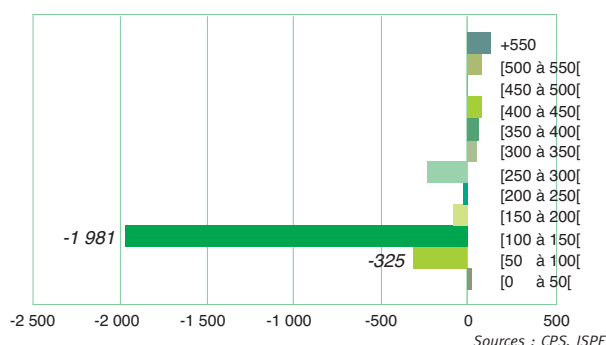


Quant aux **prix à la consommation**, ils sont repartis à la hausse avec les vacances scolaires, en particulier dans les transports. Toutefois, hors transport aériens internationaux les prix augmentent encore de 0,5 % sur un an.

Zoom sur l'emploi

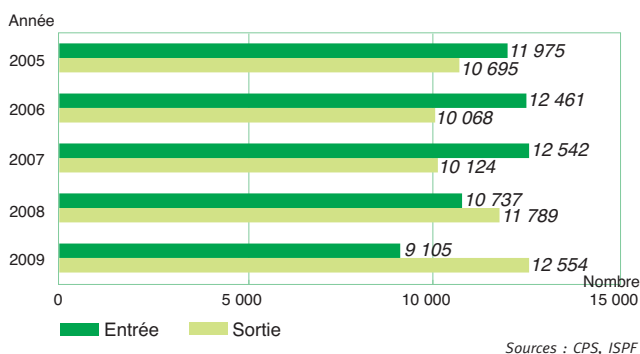
Pour la seconde année consécutive, les entreprises ont diminué leurs effectifs salariés, et ont proposé moins d'offres d'emploi aux demandeurs, toujours plus nombreux. Ce sont essentiellement des emplois rémunérés moins de 151 000 F.CFP par mois qui ont été supprimés. Ces derniers représentent 28 % des emplois perdus en 2009. Parallèlement, les offres d'emploi sont principalement des contrats temporaires, les entreprises ayant peu de visibilité quant à l'avenir de l'économie.

Évolution du nombre d'emplois annuels moyen par tranche de salaire



Au 31 décembre 2009, 66 100 emplois **salariés sont déclarés à la CPS**, soit une baisse de 2,7 % sur un an (-1 810 postes). Après plusieurs années de ralentissement du rythme de progression des effectifs salariés, due en grande partie à l'essoufflement de sa croissance économique, la Polynésie française enregistre sa deuxième année consécutive de baisse des effectifs salariés, après 20 ans de hausse. Cela s'explique par l'attentisme croissant des employeurs et des entreprises qui n'ont offert que 9 105 postes nouveaux en 2009 pour 12 554 postes fermés.

Évolution du nombre d'entrées et de sorties du marché du travail

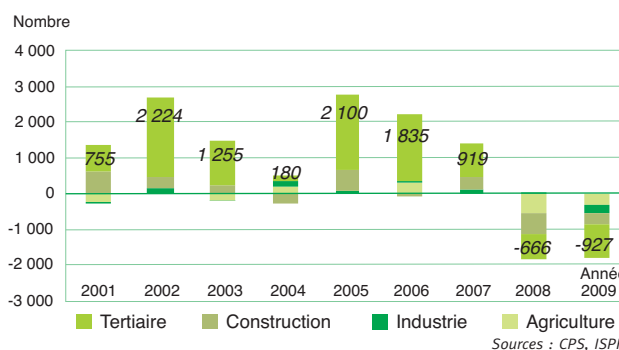


Le secteur tertiaire (80 % des emplois) est responsable de la moitié de ces pertes, soit 940 postes en moins sur un an. Les commerces sont les plus touchés (14 % de la baisse soit -260 postes), suivis par les services aux entreprises (10 %, -176 postes) où les activités de l'intérim perdent 170 postes. Après avoir maintenu ses effectifs en 2008, les restaurants perdent 154 postes en 2009 (9 % de la baisse globale). Les services collectifs

sociaux et personnels contribuent à hauteur de 7 % à la baisse globale, soit 127 postes en moins. Quelques secteurs d'activité ont réussi à créer des postes en 2009 comme la sécurité et le nettoyage (+74), les transports terrestres (+50 personnes) les activités récréatives, culturelles et sportives (+23), les postes et télécommunications (+22), l'enseignement supérieur (+18), ou encore les activités informatiques et les activités hospitalières (+12).

Après une année 2008 difficile, l'année 2009 n'a pas été meilleure pour le secteur de la construction (8,2 % des

Contribution à la création d'emploi par grand secteur



emplois) qui contribue à hauteur de 18 % à la baisse globale. Les activités du second œuvre sont encore les plus touchées avec 157 postes en moins, suivies de près par les travaux publics (-150). Le gros œuvre (47 % de l'emploi BTP) perd 20 postes.

L'agriculture a perdu 300 postes en 2009 après les 600 détruits en 2008. Cela représente 17 % de la baisse globale, induit directement par les pertes dans la pisciculture, aquaculture (-285 postes).

C'est encore l'industrie qui s'en sort le mieux ; après avoir augmenté ses effectifs en 2008, ce secteur perd 240 postes (13 % de la baisse), uniquement suite aux pertes des industries manufacturières (-283 postes). Les autres activités de l'industrie augmentent leurs effectifs de 43 personnes.

Enfin, la baisse des effectifs vient du secteur privé (-3,8 %, -1 880), puisque le secteur public a créé 70 postes en 2009 (+0,4 %).

Tandis que les effectifs salariés diminuent, le salaire moyen (en équivalent temps plein) continue quant à lui d'augmenter, à 301 500 F.CFP (+3,3 % en 2009). Ceci confirme que ce sont essentiellement des postes à bas salaires qui ont été supprimés. Le SMIG n'a pas augmenté en 2009, et les heures travaillées diminuent de 4,3 %. Les difficultés économiques que traversent les entreprises les ont poussées à revoir le temps de travail de leurs salariés en 2009. La durée moyenne de travail mensuelle diminue de 1 % à 147 heures.

Sur le **marché du travail**, les tensions sont de plus en plus marquées, avec des demandeurs d'emploi toujours plus nombreux face à des offres en baisse. En 2009, 2 600 offres d'emploi normal ont été déposées au SEFI (-27 %),

un niveau bien inférieur à la moyenne des dix dernières années (3 500). En revanche, les offres d'emploi aidé dans le secteur marchand (qui sont des contrats à durée déterminée) augmentent de 17 % sur un an (3 200 postes), signe que des besoins existent toujours dans les entreprises. Mais ces offres sont loin de suffire pour absorber tous les demandeurs d'emploi qui ne cessent d'augmenter : en moyenne en 2009, 8 260 personnes étaient en recherche d'emploi à chaque fin de mois (+6,6 % sur un an). Pourtant, le nombre de primo-demandeurs est en baisse de 15 %, signe que le stock est essentiellement alimenté par d'anciens demandeurs qui n'arrivent pas à sortir du non-emploi. Au final, en 2009 il y aura eu en moyenne 12 demandeurs pour une offre d'emploi normal (8 en 2008), et toujours 3 demandeurs pour une offre de toutes natures grâce à la hausse des offres aidées mais aussi des stages de formation professionnelle.

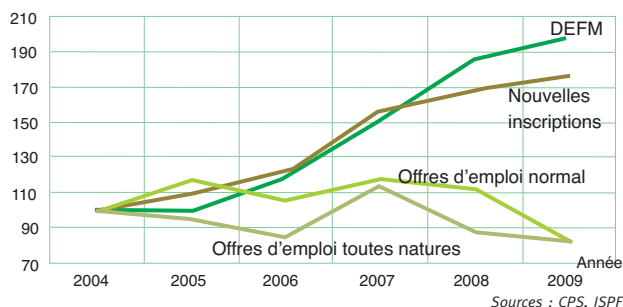
qui ont recruté plus qu'en 2009 sont les services collectifs sociaux et personnels grâce à des créations d'associations, et les services aux entreprises grâce à une recrudescence d'activité dans les agences de travail temporaire.

Globalement, les offres d'emploi de niveau baccalauréat et en dessous sont en retrait, tandis que celles destinées aux diplômés d'études supérieures augmentent de 11 % et représentent 27 % des offres en 2009 (+3 points en 1 an, +10 points en 5 ans). Parmi les diplômés, les demandeurs les plus recherchés sont ceux ayant suivi une formation dans le domaine du « BTP, Architecture » (19 %), de « l'hôtellerie, restauration, tourisme » (11 %), du « commerce » (10 %) ou de « l'économie, comptabilité, gestion, finances » (9 %). Un quart des offres s'adresse à des personnes sans diplôme.

Depuis 5 ans la part des CDD ne cesse de croître ; elle a pris 4 points à 61 % des contrats, suite à une chute importante des CDI (-40 % sur un an).

Les caractéristiques des demandeurs évoluent peu : ce sont majoritairement des femmes, avec moins de deux ans d'expérience. En revanche, le niveau scolaire moyen a nettement progressé puisque les demandeurs ayant un niveau inférieur ou égal au brevet des collèges passe de 49 % des demandeurs à 37 % en 2009. Les titulaires d'un CAP/BEP continuent de progresser (+31 %, soit 28 % des demandes, +5 points), et les diplômés d'études supérieures inscrits au SEFI ont doublé sur un an, représentant désormais 14 % des demandeurs (+7 points). Quant aux bacheliers à la recherche d'un emploi, ils augmentent de 11 % mais représentent toujours 20 % des demandes. Le nombre d'inscriptions après un licenciement économique augmente de 55 % sur un an et concerne 420 personnes en 2009. Depuis 3 ans, les demandes de stage de formation professionnelle ont plus que doublé (en moyenne 7 200 par an).

Indice sur l'évolution des offres et demandes d'emploi enregistrées au SEFI
(base 100 - 2004)



Les trois secteurs qui recrutent le plus sont toujours les hôtels et restaurants, les commerces et la construction qui regroupent chacun 15 % des offres. Les seules activités

Le baromètre économique de la Polynésie française

			Moyenne Trimestrielle	Tendance par trimestre précédent	rapport à la moyenne du même trimestre de l'année précédente
EMPLOI	<i>données brutes - Sources : SEFI, CPS, ISPF</i>				
	Taux de chômage	Recensement de la population 2007	11,7 %	-	-
	Emploi salarié (secteur privé)	4 ^{ème} trim. 2009	40 324	↗ 0,6 %	↘ -4,7 %
	DEFM	1 ^{er} trim. 2010	8 893	↗ 4,4 %	↗ 8,3 %
	Offres d'emploi normal	1 ^{er} trim. 2010	258	↗ 12,0 %	↗ 22,1 %
	Heures travaillées (secteur privé)	4 ^{ème} trim. 2009	6 814 790	↗ 0,3 %	↘ -6,0 %
ENTREPRISES	<i>données brutes - Source : ISPF</i>				
	Créations (champs ICS)	1 ^{er} trim. 2010	167	↘ -2,7 %	↗ 7,7 %
	Radiations (champs ICS)	1 ^{er} trim. 2010	203	↘ 17,1 %	↗ 28,4 %
TOURISME	<i>Source : ISPF</i>				
	Taux d'occupation des hôtels	1 ^{er} trim. 2010	37,6 %	↘ -20,0 %	↗ 0,4 %
	Nuitées totales	1 ^{er} trim. 2010	140 242	↘ -28,6 %	↘ -4,6 %
BTP	<i>données brutes - Sources : Service de l'urbanisme, Douanes, ISPF</i>				
	Mises en chantier (PC publics)	1 ^{er} trim. 2010	45	↘ -8,2 %	↘ -33,7 %
	Importations de Ciment (tonnes)	1 ^{er} trim. 2010	6 393	↘ -38,5 %	↗ 5,4 %
CONSO	<i>données brutes - Sources : Service des contributions, ISPF</i>				
Immatriculation de véhicules neufs	1 ^{er} trim. 2010	440	↘ -9,2 %	↗ 14,2 %	
PRIX	<i>Sources : ISPF, INSEE, IEOM</i>				
	Indice des prix (base 100 décembre 2007)	1 ^{er} trim. 2010	102,17	↘ -0,06 %	↘ 0,2 %
	Masse monétaire M3 (millions de F.CFP)	1 ^{er} trim. 2010	388 595	↗ 0,2 %	↗ 0,3 %

Légende : Amélioration - Dégradation - Neutre

Tableau de bord

COMMERCE EXTÉRIEUR

Sources : Service des Douanes, ISPF

<i>en millions de F.CFP</i>	mars 2009	janvier 2010	février 2010	mars 2010	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Importations civiles (valeur CAF)	12 505	10 944	10 167	15 212	+21,6 %	+1,9 %
Exportations locales (valeur FAB)	721	982	828	543	-24,7 %	+2,9 %
dont perle de culture brute	545	722	639	340	-37,7 %	-0,9 %
nono	66	51	73	77	+16,5 %	+8,8 %
poisson	7	21	9	12	+59,4 %	+246,7 %
Balance commerciale (Exportations - Importations)	-11 784	-9 963	-9 339	-14 669	-40,4 %	+1,8 %
Taux de couverture réel (Exportations/Importations)	5,8 %	9,0 %	8,1 %	3,6 %	-2,19	+0,06

TOURISME

Source : ISPF

	mars-09	janv-10	févr-10	mars-10	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Nombre de touristes	12 415	9 016	9 730	10 547	-15,0 %	-10,7 %
dont Américains (y.c. Hawaii)	3 507	2 100	2 253	3 041	-13,3 %	-8,7 %
Français	3 630	2 225	2 636	3 034	-16,4 %	-12,6 %
Nombre de nuitées	163 461	142 927	127 246	150 554	-7,9 %	-4,6 %
Durée moyenne de séjour (jours)	13,2	15,9	13,1	14,3	+8,4 %	+6,9 %
Recette Moyenne par Chambre occupée Hôtels Internationaux (F.CFP)	19 915	20 602	18 963	19 908	-0,0 %	-5,2 %
Coefficient Moyen de Remplissage - Hôtels Internationaux	40,6 %	34,0 %	38,6 %	40,4 %	-0,25 %	+0,16 %
Passagers débarqués à Faa'a (vols réguliers)	18 643	21 805	16 089	15 728	-15,6 %	-9,0 %

EMPLOI

Sources : CPS, SEFI, ISPF

	déc-08	oct-09	nov-09	déc-09	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Effectifs salariés tous secteurs	59 553	57 529	57 112	57 382	-3,6 %	-3,0 %
Effectifs salariés secteur privé	42 598	40 111	39 997	40 324	-5,3 %	-4,7 %
Salaire Moyen (équivalent temps plein) tous secteurs	365 923	289 990	296 442	376 477	+2,9 %	+2,6 %
Salaire Moyen (équivalent temps plein) secteur privé	356 494	267 163	270 946	371 625	+4,2 %	+3,5 %
Heures travaillées tous secteurs	10 064 448	9 722 346	9 651 928	9 697 621	-3,6 %	-3,8 %
Heures travaillées secteur privé	7 199 037	6 778 726	6 759 425	6 814 790	-5,3 %	-6,0 %
	mars 2009	janvier 2010	février 2010	mars 2010	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Demandes (nouvelles inscriptions)	2 613	3 347	3 005	3 388	+29,7 %	+23,4 %
Primo-demandeurs	532	561	601	655	+23,1 %	+10,6 %
Demandes d'Emploi non satisfaites en Fin de Mois (DEFM)	8 774	8 185	8 717	9 778	+11,4 %	+8,3 %
Nouvelles Offres d'Emploi Normal	227	270	224	279	+22,9 %	+22,1 %
Nouvelles Offres d'emploi aidé secteur marchand	112	68	147	294	+162,5 %	+172,2 %

CONSOMMATION DES MÉNAGES

Sources : Service des Contributions, Service des Transports Terrestres, ISPF

	08To4	09To2	09To3	09To4	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Chiffre d'affaires des commerces (en millions de F.CFP)	54 982	46 437	49 137	52 266	//	-4,9 %
	mars-09	janv-10	févr-10	mars-10	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Immatriculations Véhicules neufs	389	471	375	474	+21,9 %	+14,2 %

ENTREPRISES

Champ ICS : Industrie - Commerce - Services

Source : ISPF

	mars 2009	janvier 2010	février 2010	mars 2010	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Créations ICS	164	184	147	171	+4,3 %	+7,7 %
Radiations ICS	201	203	192	215	+7,0 %	+28,4 %
Stock ICS	20 855	20 471	20 316	20 343	-2,4 %	+46,5 %
Stock global	55 827	52 818	52 683	52 677	-4,8 %	+43,7 %

PRIX A LA CONSOMMATION

Source : ISPF

	mars-09	janv-10	févr-10	mars-10	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Indice Général (base 100 - déc. 2007)	101,56	102,20	102,00	102,30	+0,7 %	+0,2 %
Indice Ouvrier (base 100 - déc. 2007)	102,47	103,27	103,15	103,26	+0,8 %	+0,2 %
Indice Hors Transport Aérien International (base 100 - déc. 2007)	101,97	102,66	102,45	102,48	+0,5 %	+0,0 %
Index BTP (base 1 - août 2001)	1,239	1,211	1,210	1,207	-2,5 %	-2,0 %
Index TPP (base 1 - avril 2003)	1,184	1,188	1,186	1,185	+0,1 %	+0,0 %